



---

## Val-de-Marne : le tramway T9 entre dans le vif du sujet

---

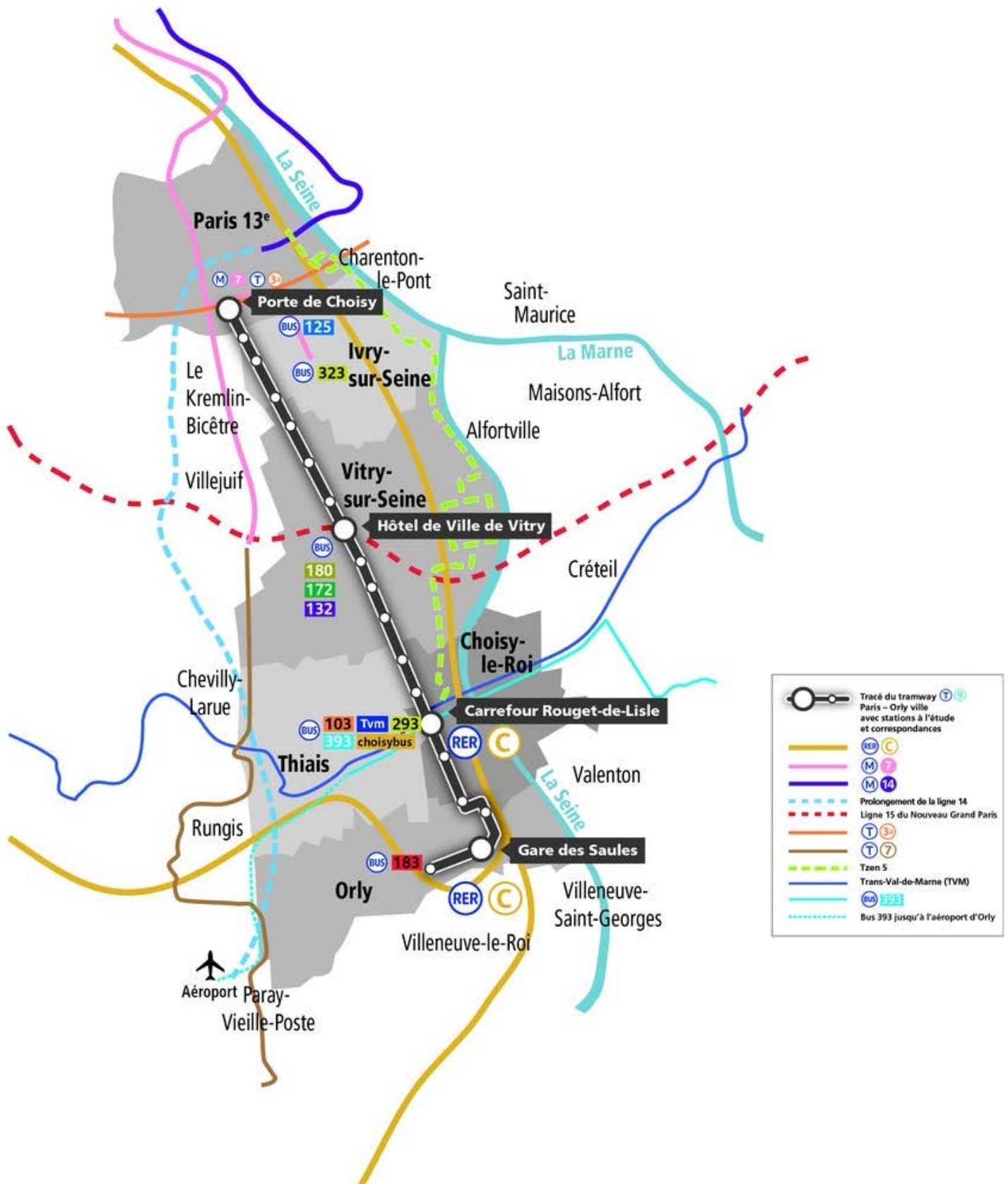


23/02/2015

La liaison de Paris à Orly-Ville a été déclarée d'utilité publique le 2 février 2015. A présent, les choses s'accélèrent : Transamo, mandataire du Stif, lance un marché d'assistance foncière pour préparer le terrain au tramway. Une quinzaine de parcelles privées doivent encore être acquises. Parallèlement, l'équipe de maîtrise d'oeuvre achève ses études d'AVP, et entameront le PRO pour un rendu espéré mi-2016.

Le T9 avance à grand train. Ces derniers mois, le projet s'est trouvé une maîtrise d'oeuvre, Ingerop Conseil et Ingénierie / Richez Associés / SETEC ITS. En janvier, [une batterie de prestataires techniques](#) est venue renforcer l'équipe projet. Le Site de Maintenance et de Remisage (SMR) s'est aussi trouvé un architecte, en la personne de Jacques Ferrier. Tout récemment, au début du mois, le projet a finalement été déclaré d'utilité publique, après plusieurs mois d'enquête.

*Tracé du T9 - [cliquer pour agrandir](#)*



> Lire : [Le T9 vers Orly sera mis en service à horizon 2020](#)

Ingerop, Thomas Richez et Setec mènent un travail fin d'analyse foncière, en même temps qu'ils montent l'AVP - un document qui devrait être prêt pour mi-2015. Ce travail d'étude donne à la maîtrise d'ouvrage un ordre de grandeur du nombre de parcelles concernées par le projet : 20 à 25 parcelles en ligne, et 7 terrains nécessaires à l'implantation des postes de redressement. Là-dessus, 15 parcelles sont dans le giron du public : Conseil Général (4 parcelles), Ville d'Orly (6), de Paris (1) et Valophis (4) - elles

feront l'objet de conventions d'occupation du domaine public. Reste donc à maîtrise une dizaine de parcelles privées (des chiffres encore susceptibles d'évoluer en cours d'études).

Comme le schéma de principe élaboré par la maîtrise d'oeuvre est déjà très précise, le Stif a fait l'économie d'une enquête parcellaire au stade de l'enquête publique. Ce n'est donc que maintenant, post-DUP, qu'il va s'adjoindre les services d'une assistance foncière. Il cherche actuellement un prestataire pour étudier la dureté du foncier, mener les acquisitions - amiables ou non -, et établir les conventions d'occupation du domaine public. **H. C.**